



LABORATOIRE D'ÉTUDES DE GENRE ET DE SEXUALITÉ
UMR LEGS 8238



SYNTHÈSE DU RAPPORT DE RECHERCHE LE GENRE DE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID19

Université Paris8-Vincennes-Saint-Denis (mars 2020-mars 2021)

Réalisé par BEAU Camille, BOUTOBBA Nivine Fouzia Nourelhouda, BOUVY Lisa, FERRAZ Delma, MORENO Sabina, ODIABABONGO Lionnelle, ROMÉO Eléonora et THOMAS Mathis, étudiant·es du Master genre ou de sciences politiques de Paris8.

Coordonné par NICOLAS Hélène (Université Paris8, LEGS)

Supervision de l'analyse quantitative par DELÈS Romain (Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

Cette synthèse présente les principaux résultats et apports d'une vaste enquête quantitative (questionnaire de 260 items rempli par 765 étudiant·es) et qualitative (22 entretiens semi-directifs) portant sur les formes prises par la précarité chez les étudiant·es de Paris8 lors de la première année de la crise sanitaire (mars 2020-mars 2021). Vous trouverez le rapport entier ici : <https://genre.univ-paris8.fr/rapport-de-recherche-le-genre-de-la-precarite-etudiante>

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE NOTRE ENQUÊTE

Les caractéristiques de la population de Paris8

Notre étude statistique montre qu'à Paris 8, un·e étudiant·e sur cinq a des parents disposant de moins de 1150 euros par mois et plus de la moitié des étudiant·es a des parents dont les salaires cumulés sont en dessous de 2300 euros par mois (86% pour les étudiant·es extra-communautaires). La moitié des étudiant·es a un emploi. La moitié habite chez ses parents, mais cela ne dispense pas un tiers de ces étudiant·es d'avoir un travail salarié. Un quart des étudiant·es se reconnaît dans une minorité LGBT+ et un·e sur huit considère être régulièrement la cible de racisme.

La baisse des revenus, dramatique et continue pour le premier quartile

Le revenu médian est passé de 700 euros par mois en mars 2020 à 550 euros par mois pendant le premier confinement. 56% des étudiant·es en emploi ont alors dû interrompre leur activité. Les personnes ayant perdu des revenus sont davantage les femmes et les personnes non-binaires (respectivement 56% et 55%) que les hommes (45%), ainsi que les étudiant·es extracommunautaires (74%). Cela est lié au fait que ces catégories ont plus fréquemment des contrats précaires voire des activités non-déclarées. Le revenu médian revient à 600 euros en septembre et reste stable lors du second confinement. Cependant, si un relatif « retour à la normale » se retrouve chez $\frac{3}{4}$ des étudiant·es, un quart voit sa situation s'aggraver encore : iels touchent 200 euros par mois en février 2021 (contre 400 euros en mars 2020), et pour le quart le plus pauvre des étudiant·es extra-communautaires, le revenu est de ...0 euros par mois, ce qui est très inquiétant.

Un·e étudiant·e sur 5 a vu ses aides familiales baisser durant la crise sanitaire (45% d'elles ont des parents gagnant moins d'un SMIC par mois).

19% ont perdu une part ou la totalité de leurs aides sociales lors du premier confinement. Et 20% de notre panel a demandé une ou plusieurs aides d'urgence de l'université entre mars 2020 et février

2021 (dont la moitié sont des étudiant·es extracommunautaires). Cependant, un·e étudiant·e sur dix a abandonné les démarches car ils les ont trouvées trop compliquées et 16 % n'ont pas fait de demande par défaut d'information.

Du point de vue économique, ce sont donc celles et ceux dont les parents ont les plus bas salaires et les étudiant·es extra-communautaires qui ont été impacté·es durablement par la crise du covid-19.

Les étudiant·es extra-communautaires, particulièrement touché·es par la précarité économique, ont souvent été confronté·es à une dégradation de leur situation en cascade : le non-renouvellement de leur titre de séjour à temps suite à la fermeture des préfectures, a entraîné une perte d'emploi (temporairement pour 1 étudiant·e extracommunautaire sur 5, définitivement pour 1 sur 20) et/ou des aides sociales (temporairement pour 1 sur 5 et définitivement pour 1 sur 10). L'impossibilité de payer son loyer a engendré une errance en termes de logement, laquelle rend plus vulnérable à l'exploitation, aux violences et à une dégradation de sa santé mentale et physique.

Des conditions d'études à la maison restant déplorables d'un confinement à l'autre

La mise en ligne des études a constitué sans conteste une épreuve pour les étudiant·es de Paris 8, dont beaucoup n'avaient pas de conditions matérielles suffisantes pour étudier durant le premier puis le second confinement : 59% puis 52% n'avaient pas d'espace calme et isolé, 17% puis 12% pas d'ordinateur personnel, et 52% puis 49% avaient une mauvaise connexion. Les coûts financiers de la crise sanitaire ne leur ont donc pas permis d'améliorer leur situation en vue de la mise en ligne du premier et du second semestre 2020-2021.

Si lors du premier confinement, 85 % ont habité avec leur famille (parents ou membres de la famille élargie), ce n'est plus que 56 % lors du second confinement. Rappelons qu'habiter avec sa famille peut constituer une aide comme une entrave dans les études : beaucoup témoignent du bruit, de l'exiguïté des logements, voire des difficultés financières de leur famille, qu'ils tentent de résoudre.

Durant le premier confinement, un tiers des étudiant·es déclare avoir eu insuffisamment de documents et de supports de cours pour finir leur année, et 37% des étudiant·es en licence et 45% des masterant·es avoir été satisfait·es des adaptations de l'évaluation proposées (contre 29% au niveau national). De même, lors du premier confinement, près de la moitié des étudiant·es ont trouvé que l'accompagnement des enseignant·es était insuffisant.

En revanche, durant le second confinement, un·e étudiant·e sur dix seulement considère avoir eu insuffisamment de supports de cours et deux tiers des étudiant·es disent avoir eu suffisamment ou plutôt assez d'échanges avec les enseignant·es. Il reste tout de même un tiers des étudiant·es à ne pas se sentir soutenu·es par l'équipe pédagogique, les pratiques des départements variant considérablement.

Les étudiant·es extracommunautaires sont ici aussi de tous points de vue les plus en difficulté face la mise en ligne de l'université.

Le mal-être et la fatigue liée au distanciel déclarés sont plus importants à Paris 8 qu'au niveau national : les trois quarts des étudiant·es ont déclaré avoir été « tout le temps fatigué·e » durant le premier confinement (contre un tiers au niveau national). Être isolé·es de ses camarades a été une souffrance. Au premier confinement, 38% des étudiant·es disent avoir eu insuffisamment ou pas du tout d'échanges avec d'autres étudiant·es de leur formation et lors du deuxième confinement, 57% des étudiant·es déclarent « J'ai l'impression de ne connaître aucun·e de mes camarades ».

Ainsi, réaliser ses études dans de telles conditions a engendré un grand malaise : 68% redoutaient de rater leur année (71% des étudiant·es extra-communautaires, 70% des femmes et 81% des non-binaires, contre 55% d'hommes) et 73% ont déclaré être beaucoup ou moyennement inquiet·es quant à leur avenir professionnel (81% des étudiant·es extra-communautaires et 74% des LGBT+). Pour les étudiant·es extra-communautaires, redoubler risque de faire perdre son droit d'étudier légalement sur le territoire français, ce qui engendre un stress très important. Pour les femmes, les personnes non-binaires et LGBT+, le diplôme est un bien particulièrement précieux face aux discriminations qu'ils connaissent sur le marché de l'emploi.

Si 67% des étudiant·es au niveau national comptent poursuivre leurs études comme prévu en juillet 2020, ce n'est que 30% des étudiant·es de Paris8 qui affirment cela en février 2021.

Une dégradation progressive de la santé physique et mentale en temps de pandémie

Si 12% des étudiant·es au niveau national ont déclaré de nouveaux problèmes de santé physique à l'OVE durant le premier confinement, ce sont 48% des étudiant·es de Paris8 qui disent avoir alors eu

besoin de recourir à des soins de santé¹. Et parmi elles et eux, 49% n'ont pas eu accès aux soins, contre 10% des étudiant·es en France. À Paris 8, la peur de la contagion dans les transports en commun, des contrôles de police pour les étudiant·es en situation irrégulière, le manque de connaissance de soignant·es, de moyen et/ou de sécurité sociale sont les raisons les plus évoquées pour le non recours aux soins. Un tiers des étudiant·es a constaté une baisse de qualité de son alimentation lors du premier confinement, lié au manque de ressource.

19% de nos répondant·es déclarent avoir déjà contracté la Covid19 en février 2021 et 3% avoir perdu des proches en raison de cette maladie. L'inquiétude pour sa famille est forte, elle touche 57% des étudiant·es européen·nes et 72% des étudiant·es extra-communautaires.

Durant le premier confinement, 31% des étudiant·es en France montraient des signes de détresse psychologique, toujours selon l'OVE. A Paris 8, 34% déclarent avoir connu un épisode ou un syndrome dépressif, 53% du stress ou de l'angoisse souvent ou en permanence et 48% s'être senti·es épuisé·es souvent ou en permanence.

Ces taux ont tous augmenté durant le second confinement : 44% déclarent alors ressentir une forme de dépression. Plus généralement, 44% des étudiant·es déclarent avoir vu leur santé mentale se dégrader entre le premier et le second confinement.

Les étudiant·es extracommunautaires sont plus touché·es que les étudiant·es européen·nes (37% dépression, 61% stress et angoisse et 58% épuisement durant le premier confinement).

Les étudiant·es non binaires sont aussi beaucoup plus concerné·es que les étudiant·es binaires par ces signes de détresse psychologiques (des problèmes de dépression à 60% durant le premier confinement et à 74% durant le second). Les étudiant·es LGBT+ déclarent aussi des taux élevés de détresse psychique (47% de dépression ou syndrome dépressif durant le premier confinement et 60% lors du second). Enfin, les femmes sont plus touchées que les hommes par le stress et l'anxiété (55% des femmes contre 41% des hommes durant le premier confinement).

Le sentiment d'isolement et de solitude touche autant les étudiant·es de Paris8 qu'au niveau national (50%). Les étudiant·es non-binaires et LGBT+ sont les plus touché·es par l'isolement et la solitude (respectivement 72% et 63%). Ce sentiment de solitude s'est accru à Paris8, pour atteindre 56% lors du second confinement.

Seul·es 22% puis 18% des étudiant·es déclarent n'avoir rencontré aucune des difficultés psychiques listées dans le questionnaire durant le premier puis le second confinement.

Des liens sociaux éprouvés, des violences en augmentation

En population générale, 18% des étudiant·es disent avoir eu des relations insatisfaisantes avec leur famille lors de la crise sanitaire, en particulier les étudiant·es extracommunautaires (23%), les étudiant·es LGBT+ (25%) et les étudiant·es non-binaires (33%). Les étudiant·es extra-communautaires déclarent être moins satisfait·es de leurs relations amicales, du fait, apparu dans nos entretiens, d'un manque de temps pour se faire des ami·es en France.

Les femmes se sont plus occupé·es d'enfants que les hommes durant le premier confinement (11% contre 6%) et durant le second (10% contre 2%), ainsi que pris soin d'autres personnes (20% contre 16% lors du premier confinement, et 17% contre 11% lors du second). Les personnes non-binaires déclarent des taux inférieurs à ceux des personnes cisgenres quant aux soins aux enfants et aux personnes âgées, mais supérieurs quant aux soins à d'autres personnes : iels sont un quart et 22% à s'être occupé·es d'autres personnes lors des deux confinements.

Les taux de violence déclarés sont alarmants. Entre mars 2020 et février 2021, 46% de la population répondante déclarent avoir vécu des violences. Un tiers des personnes déclarant avoir subi des violences les ont vu augmenter en situation de crise sanitaire. 23,8 % des étudiant·es ont vécu des insultes, de la part de proches ou d'inconnu·es. Et ce sont 2,6 % qui ont subi des coups et 2 % des agressions sexuelles et/ou des viols.

Il se dégage de notre enquête que les étudiant·es LGBT+ et les étudiant·es en situation de handicap sont celles·ceux qui ont été le plus touché·es, toutes formes et tous cadres de violences confondus. Ainsi, c'est 59 % des étudiant·es en situation de handicap, 61 % des étudiant·es LGBT+ et 75 % des étudiant·es transgenres, intersexes ou non-binaires qui ont déclaré avoir subi des violences entre mars 2020 et le moment de la passation du questionnaire en février 2021 (contre 46% en population générale). Il s'agit

¹ Sûrement la formulation différente de nos questionnaires explique cet écart très important.

aussi des étudiant·es qui observent le plus souvent une augmentation des violences avec les confinements et les couvre-feux. Les femmes sont également plus souvent victimes de violences que les hommes, surtout dans certains cadres : au domicile pour 30 % d'entre elles, et dans l'espace public pour 31 %. L'enquête qualitative a par ailleurs montré une fréquente peur de la police parmi la population d'étudiant·es extra-communautaires, un étudiant ayant subi une agression et d'autres étant momentanément sans titre de séjour, étant donné la fermeture et les retards des Préfectures.

LES PRINCIPAUX APPORTS DE NOTRE ETUDE

Notre étude montre plusieurs éléments importants, non relevés (à notre connaissance) dans les autres enquêtes :

- Nous constatons globalement **une dégradation des conditions de vie et d'étude entre les deux confinements.**
 - ⇒ Si trois quarts des étudiant·es retrouvent un niveau de revenu légèrement plus faible que celui précédent la crise sanitaire, **le quart le plus pauvre plonge et perd la moitié de ses revenus, déjà maigres.** Cette population dont la précarité économique s'est amplifiée durablement est constituée en majeure partie d'étudiant·es dont les parents ont un revenu inférieur à un SMIC et d'étudiant·es extracommunautaires. D'où le maintien des immenses files d'attente à l'université pour les colis alimentaires, encore observables aujourd'hui, en janvier 2022.
 - ⇒ Si les cours en ligne et les contacts avec l'équipe pédagogique se sont améliorés d'un confinement à l'autre, les conditions d'études à la maison restent sensiblement les mêmes, **la moitié des étudiant·es ne disposant ni de pièce adéquate ni de connexion internet stable, et 1 sur 10 de matériel informatique suffisant.**
 - ⇒ Enfin, les étudiant·es sont touché·es de plein fouet par la pandémie (1 sur 5 a eu la Covid et 3% a perdu des proches en moins d'un an) et par **les difficultés de recours aux soins pour d'autres problèmes de santé (47% !).**
 - ⇒ Tout cela explique bien pourquoi la santé psychique s'est aussi dégradée : **un tiers déclaraient un syndrome dépressif au premier confinement, 44% au second.** Tous les taux concernant les signes de détresse psychiques sont très alarmants.
- **Les grand·es perdant·es sont les étudiant·es extracommunautaires.**
 - ⇒ Peu soutenu·es financièrement par leurs parents, n'ayant pas le droit aux bourses du CROUS, leur survie dépend avant tout des revenus du travail salarié et des APL. Or, **la dramatique fermeture des Préfectures** puis de l'antenne préfectorale de Paris 8 a engendré des retards de délivrance des récépissés et titres de séjour, bloquant l'accès à un travail déclaré et aux aides sociales, aides de l'université exceptées. C'est pourquoi un quart de ces étudiant·es déclare n'avoir plus du tout de ressource en février 2021. Leurs aides familiales, quand elles étaient présentes, ont diminué.
 - ⇒ **Nous plaillons donc pour que la catégorie étudiant·es étranger·es soit complexifiée dans les études :** les conditions de vie des personnes extra-communautaires ne faisant pas partie de programmes d'échanges financés, et des autres (étudiant·es européen·nes, en programme d'échange avec des bourses) n'est pas du tout la même car iels dépendent de la délivrance ou non de titres de séjour, pourtant déjà restrictifs sur l'accès à l'emploi et le droit de redoublement.
- De même, nous affirmons que **la variable concernant les minorités de genre et sexuelles est importante à prendre en compte dans les recherches.**
 - ⇒ Un premier enjeu est de **visibilité.** Nous trouvons en effet un quart d'étudiant·es se reconnaissant dans au moins une des minorités sexuelles ; si nos effets de réseaux ont pu jouer, tout comme la manière inclusive dont nous avons posé nos questions (avec une grande diversité de termes), nous pouvons faire l'hypothèse qu'une part croissante de la jeunesse étudiante se définit hors des normes strictement hétérosexuelles. Idem, les 4% d'étudiant·es non-binaires montrent l'apparition de cette catégorie.
 - ⇒ Le second enjeu est qu'iels subissent des formes de discrimination spécifiques, impactant leurs conditions d'études. Si nous ne constatons pas de discriminations quant aux revenus, **les liens avec la famille** – soutien affectif important lors des confinements – sont davantage **dégradés**

que chez les personnes cisgenres et hétérosexuelles (un quart des LGBT+ et un tiers des non-binaires ont eu des relations insatisfaisantes avec leur famille lors de la crise sanitaire). De même, **iels sont la cible privilégiée de violences** (61 % des LGBT+ et 75 % des étudiant·es transgenres, intersexes ou non-binaires ont déclaré avoir subi des violences en moins d'un an, contre 46% en population générale), tous cadres confondus. Les étudiant·es non binaires et LGBT+ sont aussi particulièrement concerné·es par les **signes de détresse psychologiques et le sentiment d'isolement**, même si iels déclarent par ailleurs des pratiques de soin aux autres en dehors de leur cercle familial.

- **Les femmes et les hommes en étude** ont des vécus disparates sur certains points :
 - ⇒ Si leurs revenus sont proches (les femmes percevant même un peu plus d'aide financière de leur famille) avant la crise sanitaire, **les femmes ont davantage de contrats précaires et/ou non-déclarés** que les hommes, ce qui a généré **une plus forte perte d'emploi et de revenus** face à la crise sanitaire.
 - ⇒ Elles sont **plus sollicitées dans leur famille et colocations à prendre soin d'autrui** (enfants, personnes âgées et autres) et à réaliser du travail domestique. Rester faire ses études à domicile peut être en ce sens une gageure.
 - ⇒ Elles sont **plus souvent victimes de violences** que les hommes, en particulier au domicile et dans l'espace public.
 - ⇒ Ces difficultés expliquent en partie **leurs taux plus forts de signes de détresse psychologiques, en termes de stress et d'anxiété.**
- La prise en compte du **handicap** a confirmé le fait que ce public étudiant est particulièrement **victime de violences**, tous cadres confondus.
- Nous avons enfin constaté nos **manquements** dans l'appréhension **de situations d'errance en termes de logement** ou des cas **d'étudiant·es soutien de famille**. Nos catégories ne permettaient pas de rendre suffisamment compte de leurs vécus, alors qu'iels font actuellement face à des formes redoutables de précarité. De même, le manque de temps ne nous a pas permis de réaliser tous les calculs permettant une approche encore davantage intersectionnelle.

Comment saisir enfin les **étudiant·es qui ont renoncé à leurs études**, pris·es à la gorge par trop d'insécurité, de mal-être, d'isolement ? Nous n'avons pu les interroger. Et **ceux qui n'ont pas eu le temps, la connexion internet, la patience, la connaissance suffisante du français ou tout simplement le matériel pour répondre** à notre questionnaire fleuve ? Iels n'apparaissent pas dans notre tableau, pourtant déjà bien sombre, de la précarité face à la crise sanitaire.

Ainsi, nous n'avons pu parler que de ceux qui s'accrochent, tant bien que mal, et qui ont pu et/ou souhaité, volontairement, témoigner.